

MAUVAISES NOUVELLES

A Bizerte, le mécontentement des hommes est à son paroxysme. Déprimés par la vie qu'ils mènent, soumis à des bombardements, de règle dans un port de guerre, beaucoup s'évadent. Nous redoutons des sanctions graves. Essayer de calmer les esprits, mettre un peu d'ordre dans l'organisation, s'employer à obtenir une amélioration du régime du camp : que pouvait-on faire d'autre alors ?

..

A l'Aouina, au camp d'aviation, un violent bombardement (1).

C'est le second qui fait des victimes chez nous. Trois semaines avant, le 1^{er} janvier, un travailleur du Port, Robert Amram, avait disparu. Sa famille — une pauvre mère, réfugiés de Bizerte — fut quelques jours dans les transes. On fit des recherches dans les hôpitaux, partout, conservant l'espoir qu'il se serait peut-être enfui et se dissimulerait quelque part.

Hélas, on l'identifia bientôt avec le cadavre d'un mort inconnu enterré depuis quelques jours, qui avait été photographié avant l'inhumation.

(1) 22 Janvier.

Cette fois, les dégâts sont très importants : plusieurs avions de transport, blessés à mort, jonchent le sol, des Allemands en grand nombre, des travailleurs arabes tués. Les nôtres ont été relativement épargnés ; une réelle catastrophe eût pu se produire. Deux morts, plusieurs blessés, commotionnés surtout.

On demande à Zaewecke d'autoriser un jour de congé le lendemain, pour permettre à nos jeunes gens très impressionnés, de se remettre un peu. Il refuse.

Il y a très peu d'hommes au travail le lendemain. Certains suivent le convoi funèbre de leur pauvre camarade Saada. Rauf, par hasard, rencontre le cortège. Il le signalera à Zaewecke, et ce dernier interdira à l'avenir la présence des travailleurs, en groupe, aux enterrements. La défense ne sera pas précisément respectée.

..

Des travailleurs arabes, égarés par une propagande néfaste, au lieu de se sentir proches de leurs frères juifs, multiplient les querelles avec eux. On peut craindre des accidents fâcheux. Le Président ira chez le Cheikh el Medina, pour faire contre-balancer par une action des « meharreks » (chefs de quartier), les influences pernicieuses. On voit également dans ce but d'autres personnalités musulmanes, avec lesquelles les Juifs ont toujours entretenu les meilleurs rapports.

..

Dans la matinée du 27 janvier, à la suite d'un incident provoqué par des Arabes et des Italiens, un coreligionnaire,

M. Victor Valensi, est arrêté à la Gare de Tunis-Nord, et emmené à la Manoubia. Le cas nous est signalé. On en parle au Commandant, déjà au courant de l'affaire: Valensi est accusé d'espionnage; il aurait essayé de prendre des renseignements concernant les armements allemands de l'Aouina, auprès d'un ouvrier arabe. Ghez signale qu'il connaît personnellement Valensi, ancien combattant et officier d'artillerie de valeur. Zaewecke triomphe aussitôt: « Vous voyez bien que l'accusation est fondée », dit-il. « Seul un officier d'artillerie peut s'intéresser à des questions d'armements. »

Nous réduisons finalement l'affaire à ses véritables proportions et Valensi est relâché.

Les nouvelles de Bizerte deviennent plus graves: un de nos garçons, Emile Hababou, a été fusillé: il aurait tenté de s'évader dans la nuit.

Zaewecke prétend que 250 travailleurs ont fui à Bizerte. On nous avait déjà annoncé 200 évasions.

Zaewecke ordonne de les faire rechercher et retenir à l'Alliance; il veut les voir et leur tenir un langage de nature à les faire réfléchir.

Nous redoutons d'autres exécutions; nous sommes alarmés pour ceux qui s'évadent, mais aussi pour les autres, qui plus prudents, se résignent à demeurer dans leur bagne: parfois, voulant frapper à titre d'exemple, on vise mal et on atteint celui qui n'a rien fait.

Le malheureux Hababou est une victime à double titre: il ne paraît même pas avoir eu l'intention de quitter le

camp, s'étant rendu dans la cour pour un cas de nécessité. Abattu dans l'obscurité, emmené à l'infirmerie et veillé par ses camarades désespérés, il râlera toute la nuit avant d'expirer sa pauvre âme d'enfant.

Aux premières lueurs de l'aube pluvieuse, avant de retourner à sa misère quotidienne, sur un vieux livre de prières, devant le corps étendu à terre, l'élève-rabbin lisait des psaumes.

..

Paul Ghez et Henry Sfez partent à Bizerte le lendemain. Ils parleront aux nôtres, interviendront auprès d'Elfess, lieutenant du camp.

Evidemment une seule solution s'impose: relever ces hommes fatigués, transplantés brutalement dans un climat d'angoisses et d'humiliations, de misères, auxquels ils n'étaient point préparés.

Cette relève, on l'a vu, deviendra de plus en plus difficile à mesure que les évasions augmenteront, que les classes ne répondront plus aux appels, que les permissionnaires ne retourneront pas au travail.

Ce sera alors une acrobatie de tous les jours: encourager secrètement les évasions, les dissimuler le plus possibles, éviter les représailles annoncées, profiter du défaut d'organisation constaté chez les Boches (1), utiliser au maxi-

(1) On eut des exemples de ce défaut d'organisation chez les Allemands, qui l'avaient eux-mêmes. En mars, après 5 mois d'occupation, le Colonel Asehoff déclarait, à propos d'une demande de carburant: « Nous serons organisés sous peu; mais nous ne le sommes pas encore. »

mum cette absence de synchronisation entre les camps de travail et le commandement S.S. de Tunis, tromper, abuser sur les effectifs réels du camp. Travail de sape, dans le silence.

LES HEURES DIFFICILES

LES jours s'écoulaient avec le même labeur, nous apportant les mêmes tristesses.

..

Bombardements : des travailleurs tombent. C'est à chaque fois la plaie qui s'ouvre, saigne devant la douleur, d'autant plus émouvante qu'elle est parfois muette et contractée, d'une pauvre mère à qui on rapporte, atrocement mutilés, les restes de son fils.

A multiples reprises, nous nous sommes élevés contre l'envoi ou le maintien de nos groupes en des lieux exposés, près des objectifs militaires ou de la ligne de feu. Pour ceux de Bizerte, de Jefna, de Boucha, plus tard ceux du Cap Serrat, pour ceux du Port et de l'Aouina, nous avons prié, insisté, protesté énergiquement. Nous avons rappelé qu'il était contraire aux lois de l'humanité, aux lois de la guerre, de garder des civils, requis du travail sur le front de combat.

Tant au cours des visites de Zaewecke qu'à la Kommandantur (1) on souligne l'assurance formelle du Colonel Rauf, au jour du 6 Décembre : « *Les hommes n'auront pas à être*

(1) Visite du Président le 6 février.